

ARRÊTÉ approuvant le plan de prévention des risques naturels prévisibles d'inondation du VAL DE BREHEMONT – VAL DE LANGEAIS (rive droite et rive gauche de la Loire)

LE PREFET DU DEPARTEMENT D'INDRE-ET-LOIRE,
Chevalier de la Légion d'Honneur, Commandeur de l'Ordre National du Mérite,

VU le code de l'environnement et notamment ses articles L.562-1 à L.562-8 ;

VU le code de l'expropriation et notamment ses articles R.11-4 à R.11-14 ;

VU la loi n° 87-565 du 22 juillet 1987 relative à l'organisation de la sécurité civile, à la protection de la forêt contre l'incendie et à la prévention des risques majeurs, notamment ses articles 40-1 à 40-4 issus de la loi du 2 février 1995 relative au renforcement de la protection de l'environnement ;

VU les décrets du 24 février 1964 portant approbation du plan des surfaces submersibles de la vallée de la Loire dans le département d'Indre-et-Loire et déterminant les dispositions techniques applicables dans les parties submersibles de cette vallée ;

VU les décrets du 31 décembre 1968 portant approbation du plan des surfaces submersibles de l'Indre dans le département d'Indre-et-Loire et déterminant les dispositions techniques applicables dans les parties submersibles de cette vallée ;

VU le décret n° 95-1089 du 5 octobre 1995 relatif aux plans de prévention des risques naturels prévisibles ;

VU la circulaire interministérielle du 24 janvier 1994 relative à la prévention des inondations et à la gestion des zones inondables ;

VU l'arrêté préfectoral du 20 août 1998 approuvant le projet de protection contre les dommages liés aux risques d'inondation applicable dans le val de Bréhémont – val de Langeais ;

VU l'arrêté préfectoral du 30 septembre 1998 qualifiant le projet de protection contre les dommages liés aux risques d'inondation applicable au val de Bréhémont - val de Langeais de « projet d'intérêt général » en vue de sa prise en compte dans les plans d'occupation des sols des communes d'Avoine, Bréhémont, La Chapelle-aux-Naux, Langeais, Vallères, Rivarennnes, Lignières de Touraine, Savigny en Véron, Huismes, Cinq Mars la Pile, Rigny-Ussé ;

VU l'arrêté du préfet coordonnateur de bassin du 26 juillet 1996, approuvant le schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux du bassin Loire-Bretagne ;

VU l'arrêté préfectoral du 29 janvier 2001 prescrivant la révision, pour le territoire inondable du val de Bréhémont – val de Langeais des plans des surfaces submersibles de la vallée de la Loire et de la vallée de l'Indre dans le département d'Indre-et-Loire, documents valant plans de prévention des risques naturels prévisibles d'inondation sur les communes d'Avoine, Bréhémont, La Chapelle aux Naux, Langeais, Vallères, Rivarennnes, Lignières de

Touraine, Savigny en Véron, Huismes, Cinq Mars la Pile, Rigny-Ussé ;

VU l'arrêté préfectoral en date du 27 novembre 2001 prescrivant l'ouverture de l'enquête publique relative au projet de plan de prévention des risques naturels prévisibles d'inondation du val de Bréhémont - val de Langeais ;

VU l'avis favorable émis par la commission d'enquête à l'issue de cette enquête ;

VU l'avis des conseils municipaux ;

VU l'avis émis par le centre régional de la propriété forestière d'Ile de France et du Centre le 18 janvier 2002 ;

VU l'avis émis par la chambre d'agriculture d'Indre et Loire le 28 janvier 2002 ;

CONSIDERANT que les risques potentiels d'inondation dans la vallée de la Loire nécessitent l'adoption de mesures spécifiques destinées à assurer la sécurité des personnes et des biens et à préserver le champ d'expansion des crues ;

CONSIDERANT que les études récentes conduites dans le cadre de l'élaboration des atlas des zones inondables de la vallée de la Loire ont permis de préciser les aléas d'inondation ;

CONSIDERANT que les atlas ont permis la réalisation du projet de protection contre les dommages liés aux risques d'inondations susvisé, qualifié de projet d'intérêt général ;

CONSIDERANT que les dispositions des plans des surfaces submersibles du 24 février 1964 de la vallée de la Loire et du 31 décembre 1968 de la vallée de l'Indre en Indre-et-Loire sont inadaptées vis-à-vis de l'ensemble des objectifs actuels de prévention des risques naturels, en particulier des objectifs de maîtrise de l'urbanisation dans les zones à risques et de préservation des champs d'expansion des crues ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture d'Indre-et-Loire,

ARRÊTE

ARTICLE 1er : Le plan de prévention des risques naturels prévisibles d'inondation du val de Bréhémont - val de Langeais, dans le département d'Indre-et-Loire, est approuvé.

ARTICLE 2 : Le plan de prévention des risques naturels prévisibles d'inondation du val de Bréhémont - val de Langeais, dans le département d'Indre-et-Loire, vaut servitude d'utilité publique et doit être annexé aux plans locaux d'urbanisme.

ARTICLE 3 : Mention du présent arrêté sera publiée au recueil des actes administratifs de la préfecture de l'Indre-et-Loire et insérée dans les journaux suivants :

- La Nouvelle République du Centre Ouest,
- Libération.

Une copie du présent arrêté sera également affichée, pendant un mois, dans les mairies d'Avoine, Bréhémont, La Chapelle-aux-Naux, Langeais, Vallères, Rivarennnes, Lignières de Touraine, Savigny en Véron, Huismes, Cinq Mars la Pile, Rigny-Ussé.

ARTICLE 4 : Le présent arrêté ainsi que le dossier relatif au plan de prévention des risques naturels prévisibles d'inondation du val de Bréhémont - val de Langeais sont tenus à la disposition du public aux jours et heures d'ouverture habituels :

- à la préfecture d'Indre-et-Loire : bureau de l'environnement et de l'urbanisme
- dans les mairies de: Avoine, Bréhémont, La Chapelle-aux-Naux, Langeais, Vallères, Rivarennnes, Lignières de Touraine, Savigny en Véron, Huismes, Cinq Mars la Pile, Rigny-Ussé.

ARTICLE 5 : Le secrétaire général de la préfecture d'Indre-et-Loire, Mmes et MM. les maires des communes concernées, le directeur départemental de l'équipement, Mme la sous-préfète de Chinon sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à TOURS, le 21 juin 2002

Le Préfet

Dominique SCHMITT

ARRÊTÉ autorisant le Conseil Général d'Indre-et-Loire à exécuter les travaux de confortement du pont de la R.D. 766, franchissant la MAULNE sur le territoire des communes de LUBLÉ, BRAYE SUR MAULNE ET MARCILLY SUR MAULNE

LE PREFET DU DEPARTEMENT D'INDRE-ET-LOIRE, Chevalier de la Légion d'Honneur, Commandeur de l'Ordre National du Mérite,

VU le Code Civil et notamment les articles 643 et 644 ;

VU le Code Rural et notamment les articles 97-103 - 104, L.232.9 et R 232.-2 ;

VU le Code de l'Environnement et notamment ses articles L. 210-1 et suivants,

VU le décret n° 93-742 du 29 mars 1993 modifié, relatif aux procédures d'autorisation et de déclaration prévues par les articles L. 214-1 et suivants du Code de l'Environnement susvisé et notamment ses articles 14 et 15; VU le décret n° 93-743 du 29 mars 1993 modifié, relatif à la nomenclature des opérations soumises à autorisation ou à déclaration en application du Code de l'Environnement susvisé ;

VU la demande présentée le 8 octobre 2001 par M. le président du Conseil Général d'Indre-et-Loire en vue d'obtenir l'autorisation d'exécuter des travaux de confortement du pont de la R.D. 766, franchissant la Maulne sur le territoire des communes de Lublé, Braye sur Maulne et Marcilly sur Maulne

VU le rapport de M. le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt en date du 14 mai 2002 ;

VU l'avis favorable du Conseil Départemental d'Hygiène émis dans sa séance du 30 mai 2002 ;

VU le courrier en date du 22 mai 2002 adressé à M. le Président du Conseil Général d'Indre-et-Loire, conformément à l'article 8 du décret n° 93-742 du 29 mars

1993, aux fins de porter à sa connaissance le projet d'arrêté statuant sur sa demande et de recueillir ses observations éventuelles dans un délai de quinze jours ;

SUR proposition de M. le Secrétaire Général de la Préfecture ;

ARRÊTE

ARTICLE 1^{er} : Le Conseil Général est autorisé à compter de la notification du présent arrêté, à exécuter les travaux de confortement du pont de la RD 766, franchissant la Maulne sur les communes de LUBLE, BRAYE SUR MAULNE et MARCILLY SUR MAULNE.

ARTICLE 2 : Conformément à la nomenclature des opérations soumises à autorisation ou à déclaration en application de l'article 10 de la loi sur l'eau, sont autorisées aux conditions du présent arrêté les opérations des rubriques suivantes :

RUBRIQUE	ACTIVITE	CLASSEMENT
2.5.0.	Détournement, dérivation, rectification du lit, canalisation d'un cours d'eau	Autorisation
2.5.2.	Couverture d'un cours d'eau naturel	Déclaration
2.5.3.	Ouvrage, remblais et épis, dans le lit mineur d'un cours d'eau constituant un obstacle à l'écoulement des crues	Autorisation

ARTICLE 3 : Les prescriptions de la présente autorisation relatives à l'exploitation des ouvrages ou installations s'appliquent également aux équipements proches ou connexes exploités par le demandeur et qui, pouvant ne pas relever de la nomenclature des opérations soumises à autorisation ou déclaration, sont de nature à participer aux incidences sur les eaux ou le milieu aquatique.

ARTICLE 4 : Les installations, ouvrages et travaux seront situés, installés et exploités conformément aux plans et aux pièces jointes à la demande d'autorisation en tout ce qui n'est pas contraire au présent arrêté.

ARTICLE 5 : Toute modification des ouvrages, de l'installation ou de leur mode d'exploitation, devra être portée, avant sa réalisation, à la connaissance du Préfet avec tous les éléments d'appréciation de son incidence sur le milieu aquatique.

OUVRAGES

ARTICLE 6 : Les travaux consisteront à la mise en place d'un renfort intérieur en béton projeté de 18 cm d'épaisseur et à la protection des talus par un perré en béton armé de 20 cm d'épaisseur et de 5 à 7 m de large.

Les travaux seront mis hors d'eau par la réalisation d'une digue.

Cette digue ne comportera aucun matériaux susceptible de nuire à la qualité du cours d'eau.

Une fois les travaux terminés, tous les matériaux seront enlevés (digue et rampes d'accès).